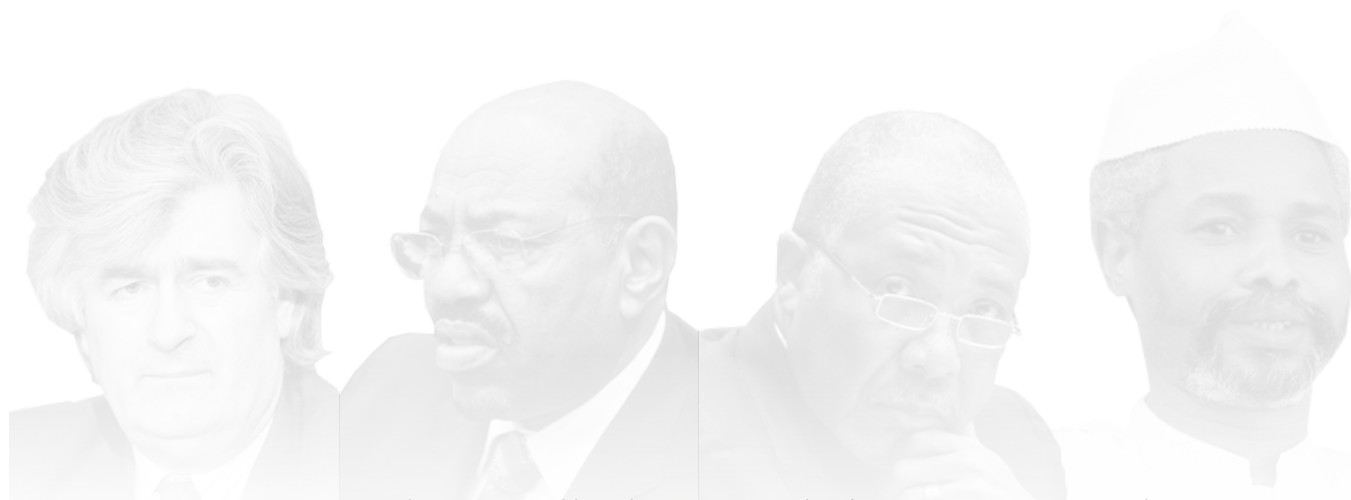




Organisé par le **Centre Thucydide** avec le soutien du Pôle international de l'université Paris II (PIUP)

1^{res} journées *de la Justice pénale internationale*

Jeudi 25 et vendredi 26 février 2016



Centre Panthéon, salle des conseils (esc. M, 2^e étage)
12 place du Panthéon 75005 Paris

Inscriptions : M^{me} Donjeta Sadiku, s_donjeta@hotmail.com
Secrétariat général du Centre Thucydide

1^{res} journées

de la Justice pénale internationale

Vingt ans après les premiers travaux du comité préparatoire chargé de rédiger « le texte consolidé d'une convention portant création d'une Cour pénale internationale », l'institutionnalisation du droit international pénal a connu nombre de développements - tout en suscitant beaucoup d'interrogations sinon de frustrations.

Avec la clôture annoncée des TPIY et TPIR, la poursuite des responsables de génocides, crimes contre l'humanité ou crimes de guerre s'organise aujourd'hui selon trois ou quatre ensembles qui se veulent complémentaires :

- › On pense, en premier lieu, à l'activité résiduelle des TPI et du Mécanisme, ainsi qu'aux enjeux et difficultés du renvoi aux juridictions nationales.
- › On pense, en deuxième lieu, au rôle de la Cour pénale internationale qui, après plusieurs revers diplomatiques ou opérationnels en 2014 (au Kenya ou au Soudan, par exemple), connaît une période actuelle charnière avec la rationalisation de ses procédures, une nouvelle politique pénale et un engagement sur d'autres terrains sensibles (Ukraine, Palestine, entre autres).
- › On pense, en troisième lieu, aux dernières des juridictions hybrides ou régionales qui tentent de répondre judiciairement à des situations spécifiques souvent anciennes, toujours délicates – et le Procès Habré ou les réflexions sur la Cour spéciale centrafricaine en sont des illustrations immédiates.
- › On pense, enfin, au renouveau des compétences étatiques en la matière, dans le régime et l'exercice des compétences extraterritoriales. L'essor des pôles spécialisés, la coopération avec les ONG, permettent une première pratique, sélective mais stimulante (le procès Simbikangwa en France, par exemple).

En toute hypothèse, la justice pénale internationale s'impose désormais dans le paysage international, mais sans avoir encore pleinement trouvé son modèle d'existence. Dans ces conditions, le Centre Thucydide (université Panthéon-Assas Paris II), en partenariat avec l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES, section JPI), souhaite organiser annuellement des journées de la justice pénale internationale et réunir ainsi universitaires d'horizons divers (juristes, historiens, politistes, etc.) et praticiens concernés (avocats, juges, conseils, etc.), qu'ils soient juniors ou seniors, afin de discuter des défis contemporains de cette évolution des relations internationales.

Précisément, il s'agit d'échanger sur les différentes dimensions du phénomène et ses principaux défis : quelles coopérations et quelles tensions observer avec les grandes puissances et les États ou institutions concernées ; quelles complémentarités ou contradictions remarquer entre les différentes décisions et politiques adoptées ; quelles articulations opérer avec d'autres régimes ou normes internationales ; quelles perspectives annoncer entre une centralisation contestée et une décentralisation limitée de la justice pénale internationale, etc.



JEUDI 25 FÉVRIER

10h15

Ouverture

Julian FERNANDEZ, professeur à l'université Panthéon-Assas Paris II, directeur du Centre Thucydide

10h30 > 12h00 1^{re} Table ronde

Justice pénale internationale et relations internationales

Sous la présidence d'Emmanuel DECAUX, professeur à l'université Panthéon-Assas Paris II, président du Comité des disparitions forcées (ONU)

Justice pénale internationale et responsabilité de protéger

Jean-Baptiste JEANGENE-VILMER, chargé de mission « Affaires transversales et sécurité » au Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du Ministère des Affaires étrangères

Justice pénale internationale et maintien de la paix

Nicolas HAUPAIS, professeur à l'Université d'Orléans, Directeur adjoint du Centre Thucydide

Justice pénale internationale et politiques de puissance

William SCHABAS, professeur à Middlesex University, London

> DÉBATS

14h00 > 15h30 2^e Table ronde

Droit international pénal et droit international

Sous la présidence d'Alain PELLET, professeur émérite de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, ancien président de la Commission du droit international des Nations Unies

Droit international pénal et droit international général : les immunités des chefs d'État en exercice

Muriel UBEDA-SAILLARD, professeur à l'université Lille 2, directrice du master 2 Justice pénale internationale

Droit international pénal et droit des réfugiés et de l'asile : à partir de l'affaire des témoins détenus devant la CPI

Anne-Laure VAURS-CHAUMETTE, maître de conférences (HDR) à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense, juge-avocat (HCR) à la Cour nationale du droit d'asile

Droit international pénal et droit international des droits de l'homme : apports et contraintes dans l'activité des juridictions pénales internationales

Marina EUDES, maître de conférences (HDR) à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense, directrice du DU Organisations et juridictions pénales internationales

Droit international pénal et travaux de la CDI : vers une convention sur les crimes contre l'humanité ?

Rebecca MIGNOT-MAHDAVI, doctorante à l'European University Institute

> DÉBATS

> PAUSE CAFÉ (*appartement décanal*)

16h00 > 18h00 3^e Table ronde

Justice pénale internationale et poursuites nationales

Sous la présidence de Geneviève BURDEAU, professeur à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne

Panorama des régimes de compétences extraterritoriales : quelques tendances actuelles ?

Mathilde MASSÉ, doctorante à l'université Panthéon-Assas Paris II et à l'UPOND, chercheur associé au Centre Thucydide

Le cas français : les verrous actuels et les débats récents sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre

Jean-Pierre SUEUR, sénateur du Loiret, vice-président de la Commission des lois

Le pôle « crimes contre l'humanité » : un premier bilan

Aurélia DEVOS, vice-procureur, chef de section au TGI de Paris

L'engagement des associations dans les poursuites nationales

Clémence BECTARTE, avocate, coordinatrice du Groupe d'action judiciaire de la FIDH

Le poids des considérations politiques : l'affaire Hammouchi entre la France et le Royaume du Maroc

Didier REBUT, professeur à l'université Panthéon-Assas Paris II

> DÉBATS

VENDREDI 26 FÉVRIER

10h00 > 12h00 4^e Table ronde

Justice pénale internationale : avenir des juridictions spécifiques

Sous la présidence de Michèle PICARD, ancienne juge au TPIY, conseillère à la Cour d'appel de Paris

Les premiers pas du Mécanisme et la fermeture des TPI : état des lieux

Dov JACOBS, professeur associé à l'université de Leiden

Le Tribunal spécial pour le Liban dix ans après

Joël HUBRECHT, responsable du programme Justice pénale internationale et justice transitionnelle à l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ)

Les Chambres africaines extraordinaires : le procès Habré

Élise LE GALL, docteur en droit et élève-avocate, collaboratrice juridique auprès du Procureur général des Chambres africaines extraordinaires du Sénégal

La Cour pénale spéciale en République centrafricaine : une nouvelle juridiction singulière ?

Jules GUILLAUMÉ, doctorant à l'université Panthéon-Assas Paris II, chercheur associé au Centre Thucydide

> DÉBATS

14h00 > 16h00 5^e Table ronde

Justice pénale internationale : rationalisation et défis de la Cour

Sous la présidence de Bruno COTTE, de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien juge à la CPI

La jurisprudence en 2015 : avancées et interrogations

Gilbert BITTI, conseiller juridique principal à la Cour pénale internationale

L'évolution des droits de la défense devant la CPI

Philippe CURRAT, avocat, secrétaire général du Barreau pénal international

Améliorer la Cour ? Quelques réflexions

Guénaél METTRAUX, professeur à l'université d'Amsterdam, conseiller de la défense devant le TSL, le TPIY, le TPIR et la CPI

Ouverture : les conclusions de la Commission indépendante des Nations Unies chargée d'enquêter sur le conflit à Gaza durant l'été 2014

Mary MC GOWAN DAVIS, présidente de la Commission

Ouverture : la Palestine et la Cour pénale internationale : enjeux juridiques et politiques

Damien SCALIA, professeur invité et chercheur à l'université catholique de Louvain et USL-Bruxelles

> DÉBATS

16h30

Conclusions

Serge SUR, professeur émérite de l'université Panthéon-Assas Paris II, président du conseil d'orientation du Centre Thucydide